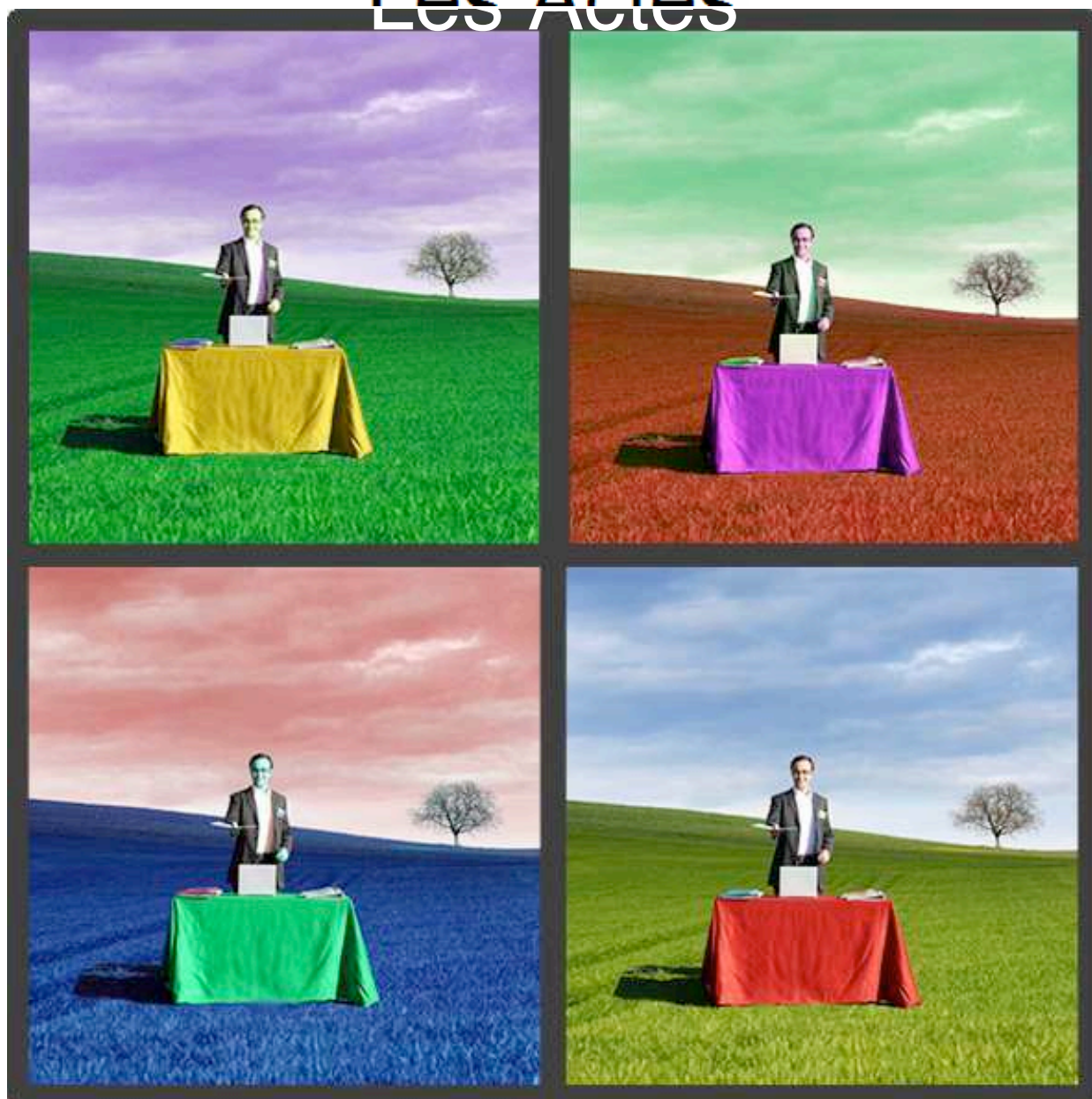


Le master BGAE-IEGB et l'association ARTIO présentent

Le Salon des Métiers et des Professionnels de l'Ecologie

Edition 2009

Les Actes



Sommaire

■ Avant-propos	
■ L'équipe organisatrice.....	p1
■ Nos partenaires	p2
■ Le salon en une page	p3
■ L'espace librairie.....	p4
■ Les pauses gourmandes.....	p5
■ Le salon en chiffres.....	p6
■ Le Forum.....	p7
Les stands « Formations »	p9
Les stands « Professionnels »	p10
■ Les tables rondes.....	p15
■ Table ronde n°1 : Les métiers de la sensibilisation à l'environnement : diversité et évolution des champs de compétences	p16
■ Table ronde n°2 : La communication incitative est-elle compatible avec les objectifs de l'Education à l'environnement et au Développement Durable ?	p19
■ Table ronde n°3 : Les implications du Grenelle de l'Environnements pour les professionnels du Développement Durable	p22
■ Table ronde n°4 : Les besoins en nouvelles compétences dans les principaux secteurs éco-industriels	p25
■ Table ronde n°5 : L'importance des compétences nouvelles et interdisciplinaires dans la gestion des espaces naturels	p28
■ Table ronde n°6 : Le transfert de connaissance et la co-construction entre gestionnaires d'espaces naturels et chercheurs	p31
■ Table ronde n°7 : Les métiers liés à la gestion des agro-ressources : les impacts de l'intégration de l'écologie	p36
■ Table ronde n° 8 : Entre agronomie et écologie, quelles évolutions des formations et des compétences attendues ?	p42
■ Nos démarches d'Eco-conception.....	p46
■ Pour conclure.....	p47
■ Contact.....	p48

Avant-propos ... Avant-propos ...

Les 5 et 6 février 2009, s'est tenu le premier Salon des Métiers et des Professionnels de l'Ecologie. Organisé en totalité par des **étudiants du master professionnel IEGB** (Ingénierie en Ecologie et Gestion de la Biodiversité). Cet événement avait pour principal objectif de créer un centre privilégié d'interaction entre **professionnels, étudiants et enseignants-chercheurs**.

Soutenus par leur association ARTIO (Association des élèves et diplômés de la spécialité IEGB) et accueillis par l'université Montpellier 2, les étudiants ont fait appel à des professionnels, des enseignants et des chercheurs qui sont venus non seulement présenter leurs **métiers**, leurs structures et les postes faisant l'objet de recrutement, mais également débattre sur diverses **questions** liées à l'avenir des métiers de l'écologie et de leur **formation**.

Ce salon s'est déroulé sur 2 jours durant lesquels chaque demi-journée a été consacrée à un **thème d'actualité** s'inscrivant dans le domaine de l'environnement :

- La Communication, l'Education et la Formation à l'Environnement
- Le Développement Durable
- L'Expertise et la Gestion des Espaces Naturels
- L'Ecologie appliquée dans l'utilisation des Agro-ressources



Ces quatre demi-journées se sont articulées de façon identique autour d'un grand **forum de stands** ainsi qu'un espace «Librairie et Orientation professionnelle ». Tout au long du salon, des **tables rondes** encadrées, impulsant **l'interaction** entre professionnels et étudiants, ont rythmé l'évènement. Ce salon s'est adressé à un large public, puisqu'il avait pour objectif de **s'ouvrir** bien évidemment aux étudiants mais également aux chercheurs d'emploi, aux professionnels ainsi qu'aux enseignants.

Organisatrice

L'équipe

Ce projet a été porté par une équipe dynamique composée de 36 étudiants, provenant tous de la spécialité professionnalisante « Ingénierie en Ecologie et Gestion de la Biodiversité » (IEGB) du master BGAE (Biologie, Géosciences, Agroressources et Environnement), de l'université des sciences de Montpellier.

Dans le cadre de l'unité d'enseignement « gestion de projet » du master IEGB, les étudiants en deuxième année du master IEGB se sont donc vu attribuer la lourde tâche de monter un évènement, au moins à l'échelle régionale, autour des métiers de l'écologie. L'idée du SMPE était née.

D'octobre à fin janvier, ces étudiants, soutenus par leur association ARTIO, durent réaliser leur projet de A à Z : monter un budget solide et réaliste ; rédiger de nombreux dossiers de subventions et contacter des financeurs privés afin de trouver les fonds nécessaires ; définir les grands thèmes de l'évènement ; animer leur comité de pilotage ; convaincre toujours plus de monde du sérieux de leur projet ; gérer du choix des intervenants à la logistique ardue des inévitables « pauses café » sans oublier la campagne de communication, clé de voûte du succès.



L'association ARTIO, association des élèves et diplômés de la spécialité IEGB créée en 2005, est une structure qui a pour vocation première de mettre en place un réseau d'échange entre les étudiants et les diplômés de la filière IEGB.

Cependant, ARTIO a également vocation à assurer la représentation et la promotion des formations en écologie de l'UM2, auprès des lycéens, étudiants et professionnels. C'est d'ailleurs dans ce cadre que l'association est intervenue dans cet évènement.

Outre cette manifestation, l'association ARTIO a contribué cette année à la réalisation de nombreux autres projets tels que l'organisation de sorties naturalistes, de nettoyages de plages en méditerranée ou encore de projections et débats autour de thèmes socio-environnementaux.

Partenaires

Nos

Le succès de cette première édition du Salon des Métiers et des Professionnels de l'Écologie repose en grande partie sur le soutien de nombreux partenaires tant financiers que techniques. Sans eux ce projet ambitieux n'aurait pu voir le jour.

Toute l'équipe organisatrice les remercie donc pour avoir cru en leur projet :



Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie



Conservatoire des Espaces Naturels du Languedoc-Roussillon



... en une page

Le Salon

Arnaud Martin, vice président de l'UM2 délégué à l'insertion professionnelle, a ouvert ce SMPE par une brève intervention où il a tenu à rappeler que cet événement rentrait dans le cadre d'une unité d'enseignement « gestion de projet » des étudiants en écologie du master IEGB. Master qu'il connaît très bien pour avoir été pendant de longues années le directeur du master BGAE (Biologie Géologie Agroressource Environnement) dont la spécialité IEGB fait donc partie.

Pour la première fois cette année, l'exercice alliait l'apprentissage de la gestion de projet, pour les étudiants organisateurs, et aide à l'insertion professionnelle pour ces mêmes étudiants, ainsi que tous autres intéressés par les métiers de l'écologie et de l'environnement. M. Martin a fait part de sa volonté d'« essaimage dans toutes les disciplines sur l'UM2 » de cet exercice pour les masters de chimie, physique, etc... Espérons que le succès de cette première édition du SMPE facilite sont action en ce sens.

Le SMPE s'est donc déroulé sur deux jours, les 5 et 6 février 2009, au sein de l'université des Sciences et Techniques Montpellier 2. Placé au cœur du campus, le bâtiment administratif fut stratégiquement choisi pour abriter la totalité de l'événement. En effet, ce bâtiment est un lieu de passage et d'information privilégié pour les étudiants et le personnel de l'UM2. Il est également le lieu de concentration de la plupart des services administratifs de la faculté.



C'est donc dans les deux grands halls de ce bâtiment symbolique, sur deux niveaux, que se sont installés les nombreux exposants du salon. Plus d'une trentaine de stands par jour se sont ainsi partagés les locaux, répartis le plus logiquement possible par secteurs d'activité.

Ainsi, de 9h à 18h, tous les exposants professionnels, chercheurs et même étudiants, ont pu accueillir le public et répondre au flot important de questions

apportées par les gens intéressés, étudiants ou non, venus en nombre. La fréquentation sur les deux jours fut assez remarquable et au-delà des espérances des organisateurs-étudiants. Un descriptif plus complet sur ce forum sera

développé par la suite.

Le salon s'articula donc principalement autour de cet espace de rencontre. Parallèlement, des tables rondes furent mises en place dans un amphithéâtre accessible directement à partir des deux halls de stands. Au nombre de deux par demi-journée et d'une durée d'une heure à une heure trente chacune, leur mission était d'essayer d'apporter des éléments de réponses aux grandes questions sur la professionnalisation des étudiants en écologie, le rôle des formations, ou l'évolution des secteurs d'activités dans le domaine. Bien sûr, ces débats menés par des animateurs chevronnés et des intervenants de qualité, furent ciblés autour des grandes thématiques de ce SMPE 2009. Les résumés de ces tables rondes sont rédigés un peu plus loin.

L'Espace Librairie

Soucieuse d'informer au maximum ses visiteurs et rendre cet événement le plus ludique et interactif possible, l'équipe organisatrice a multiplié les sources d'informations et d'échange au maximum autour du forum. Dans cette optique, les visiteurs auront apprécié les nombreux films d'éducation à l'environnement diffusés en continu à proximité des stands, et amicalement prêtés par les partenaires du SMPE, en particulier la DIFED. Son directeur, Bruno Franck, a également tenu deux conférences sur le développement durable, pendant l'heure du déjeuner.

Toujours dans ce souci d'éducation et de sensibilisation, un coin librairie a été aménagé au sein du SCUIO, habituellement destiné à l'orientation professionnelle des étudiants.

Grâce au soutien et à l'aide précieuse du personnel de l'UM2, le public a pu consulter sur place un très large choix d'ouvrages sur l'écologie, l'environnement, le développement durable, l'agronomie, et des éditeurs tels « Biotopie-Parthenope » ou « IRD édition », et des journaux tels « La Hulotte » ou « l'âge de fer » vinrent compléter ce coin librairie.

De plus, des jeux de société, évidemment sur l'environnement et la biodiversité, étaient en libre-partie.



C'est avec une agréable surprise que les organisateurs ont constaté une très forte fréquentation de l'espace librairie durant les deux jours, le plus souvent par des étudiants découvrant les attraits de cette belle discipline qu'est l'écologie.

Tout proche de ce coin librairie, un espace « recrutement » a été mis en place, permettant d'apporter les conseils d'un spécialiste en ressource humaine, consulter des offres d'emplois et de stages et de faire se rencontrer étudiants et recruteurs. Cet espace devait permettre d'une part aux étudiants de tisser encore un peu plus la toile de leur réseau, et d'autre part de valoriser les formations en écologie de l'UM2 auprès des professionnels. Cependant, il faut bien avouer que cet espace « recrutement » ne put combler tous les espoirs que beaucoup de visiteurs avaient mis en lui.

Suite à plusieurs soucis et d'imprévus de dernière minute, ni le prospecteur-conseil ni les grandes institutions telles l'ANPE ou réseau-TEE, annoncés par le plan de communication, ne purent être présents. Les organisateurs profitent donc de ces actes pour présenter toutes leurs excuses au public venu pour eux et forcément déçu. Il est clair qu'il sera apporté une attention toute particulière sur ce point pour la prochaine édition 2010 du SMPE.

... gourmandes

Les Pauses...

Sous un point de vue plus épicurien, et parce que la pause c'est important, un buffet gratuit fut ouvert à tous en libre service. Un large panel de biscuits, tartines, jus de fruits, thés et cafés, tous issus du commerce équitable et/ou de l'agriculture biologique, purent être dégustés de l'ouverture à la fermeture par les exposants et visiteurs. Pas question de tomber dans les habituels croissants-café, rien que du bio ! Question d'image, et de cohérence dans le propos en effet : les étudiants-organiseurs responsables de la thématique agro-écologie ont mis un point d'honneur à valoriser le savoir faire de nos artisans locaux.

De même pour les apéritifs de clôture de chaque journée, ou légumes frais et sauces maisons agrémentèrent la dégustation de vins de pays héraultais, toujours bio, animé par le producteur.



Même credo en ce qui concerne les déjeunés proposés le midi aux professionnels, exposants et partenaires présents. Un traiteur bio montpelliérain proposa un repas simple et végétarien, préparé uniquement avec des produits frais et cuisinés sur place. Tous furent, semble-t-il, satisfaits de la qualité des repas.

Après le succès de la première journée, il fut même décidé de permettre aux visiteurs de profiter du repas le vendredi, moyennant une participation. La Maison Des Etudiants de l'UM2, réquisitionnée pour l'occasion, fut donc le lieu propice pour des rencontres entre professionnels autour d'un bon petit plat, pour remplir son carnet d'adresse en même temps que son estomac, ou plus simplement pour se détendre avant de retourner affronter la foule de passionnés arpentant les allées du SMPE.

...en chiffres

Le Salon ...

Enfin venons-en aux **chiffres** ! Le recensement précis du nombre de visiteurs s'est avéré une tâche difficile, mais grâce aux **questionnaires de satisfaction** et aux comptages des organisateurs, on peut tout de même qualifier la fréquentation de très satisfaisante pour cette première édition du SMPE. En moyenne, on estime que plus de **1500 personnes** sont passées visiter le salon au cours des deux journées, du simple curieux de passage aux visiteurs organisés et motivés.



Les tables rondes ont largement contribué au succès du salon, avec un auditoire moyen de **plus de 80 personnes**, et un maximum de **120 personnes** pour l'un des débats sur la thématique « Développement durable ».

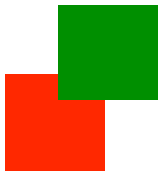


Débattre ça donne faim : au total c'est plus de 45 Kg de gâteaux, 30 Kg de pain au sésame, 15 Kg de fruits secs, 45 Kg de fruits et légumes, 180 L de jus de fruits, 130 L de vin et 3 Kg de café qui furent englouti au coin buvette. Quand c'est bio, c'est bon !



Pour les organisateurs, ce SMPE 2009 fut une réussite à presque tous les points de vue. Les exposants présents furent eux semble-t-il satisfaits par la qualité du public et par l'efficacité et la disponibilité de toute l'équipe étudiante responsable de l'événement. Ces organisateurs, tous affublés d'un T-shirt vert les identifiant comme tels, n'eurent cesse de veiller au bien être de leurs partenaires, intervenants et exposants, et bien sûr de leur public...

Mission réussie !



Le Forum

Venons en maintenant aux exposants. Quoi de plus naturel et de plus important pour un salon ? Durant près de quatre mois nos petits hommes verts se sont affairés afin de réussir à réunir un panel de professionnels tous plus compétents, et tous plus différents les uns que les autres. Appels, relances, courriers, mails, démarches, partenariats, échanges, prestations, tout y est passé et les résultats sont là : entreprises, associations, formations, conservatoires, syndicats mixtes, conseil général, organismes de recherche... En tout, ils sont plus d'une cinquantaine à avoir répondu présent et à être venu installer stands, documentations, banderoles et panneaux, durant ces 2 jours.

Judicieusement choisis pour leur diversité et pour leur pertinence vis-à-vis des quatre thèmes développés, ces exposants nous sont venus pour la plupart du département de l'Hérault, mais d'autres se sont déplacés de l'Aude, du Vaucluse, du Rhône, et même de beaucoup plus loin comme l'Ille et Vilaine ou l'Ile de France. Un sincère remerciement à toutes ces personnes venues partager et échanger avec les visiteurs, leur vécu et leurs expériences.



La fréquentation des stands a largement dépassé nos espérances

Jeudi 05/02

Cette journée, placée sous le signe du développement durable et de l'éducation à l'environnement a accueilli à elle seule une quarantaine d'exposants environ.

Nombre d'associations ou de structures faisant de l'éducation à l'environnement ont répondu présent et ont animé cette journée haute en couleurs et en créativité. L'aquarium Mare Nostrum n'a ainsi pas hésité à présenter un « touch-pool », bac rempli d'eau de mer et équipé de caméras immergées, filmant sous tous les angles des oursins, étoiles de mer et autres échinodermes multicolores. Le Conseil Général de l'Hérault a ramené cette vieille branche d'Hector, un arbre aux multiples surprises et aux sonorités « hic » : artistique, écologique et pédagogique. L'association Mandarine a monté un stand tout en carton recyclé. Les Ecologistes de L'Euzière nous ont présenté de superbes photos naturalistes sur la faune et la flore du pourtour méditerranéen.

Les entreprises liées au développement durable n'ont pas été en reste avec la présence de nombreuses PME locales en plein développement et d'entreprises d'envergure internationale, géants de l'environnement, comme Suez-Environnement ou Véolia



Vendredi 06/02

Cette deuxième et dernière journée du Salon, placée sous le signe de l'expertise écologique et de l'agro-écologie, fut, elle aussi, à la hauteur de toutes nos espérances.

En effet, si certaines structures présentes la veille nous ont fait le plaisir de rester pour cette deuxième journée, de nombreux nouveaux stands représentatifs des associations de chasse, syndicats mixtes, bureaux d'études, collectivités territoriales ou autres associations environnementales ont pu voir le jour.

Les plus curieux ont pu y découvrir les lombrics composteurs, travaillant sans relâche dans des recycleurs, des moustiques *Aedes* fraîchement éclos, terreaux de la Camargue et sujet d'étude de l'Entente Interdépartementale de Démoustication (EID), ou encore les infatigables serviteurs de l'écologie, du salon et des visiteurs : les petits hommes verts de l'association ARTIO...



Les stands

Les Formations

Organisé avant tout pour les étudiants, le SMPE a accueilli nombre de formations liées à l'écologie. Professionnel ou de recherche, de BAC+2 à BAC+5, d'université ou d'école d'ingénieur... un large choix de cursus fut présenté :

■ **Association de Recherche et de Développement des Activités et Métiers de l'Environnement**

<http://www.ardam.fr>

■ **Ecole des Métiers de l'Environnement**

<http://www.ecole-eme.com>

■ **Ecole Normale Supérieure (ENS) et le Centre d'Enseignement et de Recherches sur l'Environnement et la Société (CERES).**

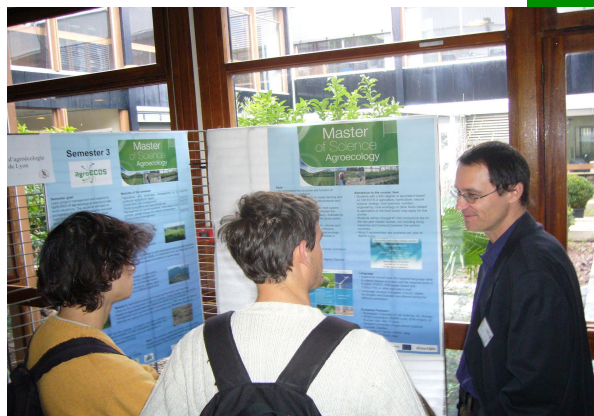
<http://www.environnement.ens.fr>

■ **IUT Génie Biologique d'Avignon**

<http://iut.univ-avignon.fr/fr/mini-site/iut-davignon/gce.html>

■ **Université de Perpignan Via Domitia (UPVD) :** Formation en environnement et écologie de la licence au master.

<http://www.univ-perp.fr>



■ **Master d'Agroécologie (Université de Lyon) / European Master of Science Agroecology**

<http://www.agroecos.fr>

■ **Master Ecologie Biodiversité Evolution :** issu d'une coopération entre l'université Paris-sud XI, l'Université Pierre et Marie Curie (paris VI), le Muséum National d'Histoire Naturelle et AgroParisTech

<http://www.esu-psud.fr/masterEBE>

■ **Master BGAE de l'UM2** et bon nombre de ses spécialités (**FENEC, EPSED, SPAE, BBB...**) dont bien sur le **master IEGB**, organisateur du salon. <http://mbgae.org>

■ **IUT GEII de Montpellier**

<http://iut.geii.montp2.free.fr>

Les Professionnels

■ Agence de l'Environnement et de Maitrise de l'Energie (ADEME) :

Etablissement public à caractère industriel et commercial, placé sous la tutelle conjointe des ministères en charge de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire, et de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche.

www.ademe.fr

■ **l'Age de Faire** : Journal mensuel associatif ayant pour thème les questions écologiques et citoyennes.

www.lagedefaire.org

■ **A pas de Loup** : Association organisant des volontariats pour la nature pour des chantiers et des missions d'écovolontariat.

www.apasdeloup.org

■ **Aquarium MareNostrum de Montpellier Agglomération** : Aquarium proposant des animations découvertes, des documents pédagogiques et des outils aux enseignants pour les classes et les centres de loisirs.

www.aquariummarenostrum.fr



■ **Biotope édition** : service d'édition d'ouvrages, du célèbre bureau d'expertise naturaliste, sur la faune, la flore et les milieux naturels, dont les plus connus appartiennent à la *Collection Parthénope*.

<http://www.biotope.fr>

■ Centre d'Actions et de Réalisations Internationales (CARI) :

Essentiellement impliqué en milieu rural, le CARI traite de problématiques de développement et s'appuie sur des pratiques liées à l'agroécologie. Il vise : la sécurité alimentaire, la lutte contre la désertification, la protection des ressources naturelles et nourricières et le renforcement des capacités locales vers plus d'autonomie.

<http://www.cariassociation.org>

■ **Centre d'Ecologie Fonctionnelle et Evolutive (CEFE)** : Unité Mixte de Recherche (UMR 5175) du CNRS, développant ses activités sur la biodiversité, les changements à l'échelle planétaire et le développement durable. Une grande partie des recherches porte sur les écosystèmes méditerranéens et tropicaux pour leur conservation, leur restauration ou leur réhabilitation.

www.cefe.cnrs.fr

■ **La Compagnie du vent** : Pionnier français de l'énergie éolienne, cette filiale de GDF-Suez est leader dans sa spécialité et acteur incontournable des énergies renouvelables grâce à sa diversification dans la production d'électricité solaire et photovoltaïque.

<http://www.compagnieduvent.com>

■ **Conservatoire des Espaces Naturels du Languedoc-Roussillon (CEN LR)** : Le CEN L-R a pour objectifs statutaires "la conservation et la mise en valeur du patrimoine naturel du Languedoc-Roussillon". Il s'emploie à développer la concertation entre tous les partenaires pour assurer la préservation, la connaissance, la gestion et éventuellement la réhabilitation des espaces et ressources naturels et la promotion de leurs valeurs culturelles et économiques.

www.cenlr.org

■ **Coopère 34** : Association pour la coordination de l'éducation relative à l'environnement sur les territoires héraultais.

<http://coopere34.org>

■ **Conseil Général de l'Hérault** : services des ressources humaines et des Espaces Naturels Sensibles.

<http://www.cg34.fr>



■ **CPIE (réseau)** : Centre Permanent d'Initiative pour l'Environnement, qui agit en faveur du développement durable dans les domaines de l'éducation à l'environnement et l'accompagnement des territoires.

www.cpie.fr

■ **CREUFOP** : Le CREUFOP permet aux personnes engagées dans la vie active (salariés et demandeurs d'emploi) de suivre une formation pour acquérir un diplôme, développer de nouvelles compétences, se reconverter, se spécialiser, se perfectionner et valider son expérience professionnelle.

www.creufop.univ-montp2.fr

■ **Dyn-Agri** : Entreprise spécialisée dans le lombri-compostage.

www.dyn-agri.fr

■ Les **Ecologistes de l'Euzière** : association s'appuyant sur l'écologie scientifique, pour mener deux missions complémentaires : l'éducation à l'environnement pour l'initiation et la sensibilisation aux questions d'environnement, ainsi que le conseil en matière de gestion de l'environnement, notamment dans un but de protection des espèces et des milieux.

www.euziere.org

■ **Ecotone** : bureau d'études et d'expertises qui bénéficie de nombreuses années d'expérience dans les domaines de la gestion des espaces naturels et ruraux, des espaces en voie d'urbanisation, des espaces à vocation touristique et des impacts associés.

www.ecotone.fr

■ **Ecovia** : conseils et appui technique pour aider les acteurs du territoire à établir le meilleur équilibre possible entre développement des activités humaines et préservation de l'environnement et cadre de vie.

<http://www.ecovia.fr>

■ **Ecopsy** : Association d'information et de promotion de la psychologie de l'environnement.

www.eco-psy.fr

■ **Entente Interdépartementale pour la Démoustication (EID)** : opérateur environnemental des collectivités territoriales en zones humides, majoritairement sur le littoral méditerranéen pour le contrôle des nuisances de moustiques et autres nuisances biologiques, la protection du littoral et la gestion des espaces naturels démoustiqués.

www.eid-med.org



■ **Fédération Départementale des Chasseurs de l'Hérault (FDC 34)** : équipe de treize salariés qui applique la politique fédérale et le schéma d'orientation cynégétique mis en place au niveau régional. Ils sont gestionnaires de la chasse et de la biodiversité en générale. Elle assure la promotion de la chasse et participe à la mise en valeur du patrimoine cynégétique de l'Hérault.

www.fdc34.com

■ **Fédération Régionale des Chasseurs du Languedoc-Roussillon (FRC L-R) :**

elle met en cohérence des actions des Fédérations départementales des chasseurs, elle coordonne leurs activités avec la Fédération nationale des Chasseurs, notamment en matière de gestion de grand gibier. De même, elle participe à l'élaboration des Orientations Régionales de Gestion de La Faune Sauvage et de la qualité de ses habitats.

■ **Gard nature:** association naturaliste qui œuvre pour la sensibilisation de tous les citoyens, par le biais d'études, de publications, de sorties de découverte, de stages de formation et de son site Internet. Gard Nature est aussi un relais du réseau ONEM.

<http://gard-nature.com>

■ **GRAINE LR :** Groupe Régional d'Animation et d'Initiation à la Nature et l'Environnement, qui a pour objet la coordination de ses membres, concernés par l'éducation à l'environnement et la nature en Languedoc-Roussillon. Le GRAINE fait partie du réseau national Ecole et Nature.

<http://grainelr.org>

■ **Lombritek éco-innovation :** entreprise de traitement et recyclage des déchets organiques par compostage à l'aide de vers de terre.

<http://www.lombritek.com>

■ Le service d'édition de l'**Institut de Recherche et de Développement (IRD)**.

<http://www.ird.fr/editions>

■ **Lyonnaise des eaux :** filiale de Suez-environnement, elle alimente en eau potable 12 millions d'habitants et dépollue les eaux usées de 9 millions de personnes en France. Elle développe de nouveaux services à l'environnement (protection des ressources, suivi-qualité des milieux naturels, biodiversité) et à l'habitat.

<http://www.lyonnaise-des-eaux.fr>

■ Association **Mandarine :** association régionale qui œuvre pour une utilisation plus rationnelle de l'énergie dans la vie quotidienne : éco-mobilité, éco-consommation, éco-habitat...

www.mandarinepressee.net

■ **ModulAuto :** association Montpelliéraine d'autopartage.

www.modulauto.net

■ **ONCFS (Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage) :** Etablissement public, sous double tutelle des Ministères de l'Écologie et de l'Agriculture, en charge de la connaissance de la faune sauvage et de ses habitats, de la police de la chasse et de l'environnement et de l'appui technique auprès des décideurs politiques, aménageurs et gestionnaire de l'espace rural.

www.oncfs.gouv.fr

■ **Observatoire Naturaliste des Ecosystèmes méditerranéens (ONEM) :** espace de travail transversal ouvert à tous les naturalistes, chercheurs, gestionnaires de l'environnement, élus et habitants de l'espace méditerranéen pour faire avancer et diffuser les connaissances sur la nature méditerranéenne en particulier.

<http://www.onem-france.org>

■ L'association **Plume** : rédacteur du journal étudiant de vulgarisation scientifique du même nom.

<http://www.laplume.info>

■ **Racine 34** (réseau Civam) : association d'accueil éducatif à la ferme.

<http://www.civam.org>

■ **SITA** : spécialiste de la gestion globale des déchets, au sein de SUEZ Environnement. SITA collecte, achemine, traite et valorise les déchets des collectivités locales, des entreprises, des professionnels de santé et des particuliers.

<http://www.sita.fr>

■ **SMGEO (Syndicat Mixte de Gestion de l'Étang de l'Or) :** 13 communes riveraines de l'étang de l'Or, associées au CG34, regroupées pour la gestion de l'étang et de sa zone humide. Pour cela le SMGEO mène des actions de connaissance de ces milieux, de gestion des équipements hydrauliques, de mise en valeur du patrimoine naturel, de surveillance, de sensibilisation et d'animation.

www.etang-de-l-or.com

■ **SMMAR (Syndicat mixte des Milieux Aquatiques et des Rivières) :** syndicat mixte mis en place dans l'Aude dans le but de limiter les risques d'inondation par une politique volontariste d'aménagement, de restauration et d'entretien des rivières.

■ **SUEZ Environnement** : Premier acteur mondial présent sur les 5 continents exclusivement dédié à l'environnement dans les domaines de l'eau, de l'énergie et des déchets. Accompagné de ses 3 filiales : SITA ; la Compagnie du vent et la Lyonnaise des eaux.

www.suez-environnement.com

■ **Swélia** : réseau regroupant des compétences dans les domaines de l'identification, du captage, de la distribution, de l'irrigation, des analyses et contrôles, de l'assainissement, de la gestion du milieu naturel, de l'ingénierie et tout ce qui concerne la ressource Eau.

<http://www.swelia.com>

■ **Tela Botanica** : Association de botanique francophone (programme de recherche et de participation citoyenne : Observatoire Des Saisons).

www.tela-botanica.org

■ **Terre nourricière** : Association pour l'éducation aux enjeux de la solidarité internationale à travers la thématique de l'Alimentation.

www.terrenourriciere.org

■ **Véolia** : gestion de l'eau et des déchets, propreté industrielle, gestion des transports et de l'énergie. www.veolia.com

Les Tables Rondes

Parallèlement au forum des métiers et professionnels de l'écologie, huit tables rondes se sont déroulées sur les deux jours. Au nombre de deux par demi-journée, elles ont tenté d'apporter un début de réponse aux questions soulevées par les grandes thématiques de ce SMPE 2009. A cette occasion, de nombreux professionnels et enseignants ont été réunis pour exprimer leurs points de vue, débattre et répondre aux nombreuses questions du public. Il en a résulté un échange de qualité, agréable et rythmé.

Au total, c'est plus de **640 personnes** (pour une moyenne de 80 personnes par table ronde) qui sont venues écouter les **50 intervenants** de ces huit débats.

Certaines des tables rondes (n° 1, 4, 5 et 8) avaient pour objectifs de faire connaître aux étudiants en écologie quelles sont les compétences qui leur seront demandées lors de leur arrivée sur le marché du travail et comment les formations s'adaptent aux nouveaux besoins. Pour ce faire, ces tables rondes ont réuni des professionnels et des enseignants d'horizons divers afin d'avoir une vue d'ensemble des secteurs. Il apparaît que si les compétences ont clairement été identifiées, ces débats ont également permis d'avoir une réflexion sur le rôle qu'a aujourd'hui l'Université à jouer et sur la façon dont elle doit évoluer.



Ces tables rondes ont dépassé toutes nos espérances, tant en terme de fréquentation qu'en terme de qualité d'échange. L'expérience fut des plus intéressantes et devrait être reproduite dans les éditions futures du SMPE. Nous profitons de ses actes pour adresser un grand merci à tous les intervenants et animateurs sans qui ces tables rondes n'auraient pas existé.

Merci également au public, venu nombreux lors de ces huit débats, pour leur présence, leur écoute et leur participation active.

“ Les Métiers de la sensibilisation à l'Environnement : Diversité et Evolution des champs de Compétences ”

Table ronde n°1

Date : Jeudi 05 février, 9h15 – 10h45

Animateur : Bruno Franc, directeur de l'association DIFED

Nombre de personnes présentes : 75

Les intervenants :

- *Jean Burger*, responsable éducatif à l'aquarium Mare Nostrum de Montpellier

- *Eve Camalon*, animatrice à Cap Environnement

- *Raphaëlle Ghoul*, coordinatrice du réseau Coopère 34

- *Pierre Teillaud*, ingénieur principal et adjoint au directeur de la maison Départementale de l'Environnement du conseil général de l'Hérault

- *Frédérique Vinas*, consultant en Bilan Carbone chez Alternconsult

L'animateur Bruno Franc a débuté cette table ronde par la présentation de chacun des participants. Les parcours des uns et des autres sont variés : du BP JEPS aux concours de la fonction territoriale, en passant par une formation universitaire de niveau master, les intervenants représentent bien la diversité de chemin menant aux activités de ce thème qu'est la sensibilisation à l'environnement. La région Languedoc-Roussillon est particulièrement dynamique en matière

d'éducation à l'environnement (EE). En effet, chaque département de la région possède son propre réseau d'EE et un réseau régional est en place. Les associations locales ont pu constater que le champ de l'EE est en pleine mutation. L'intervenant prend les exemples de l'ouverture vers différents publics ou la diversification des activités comme support de travail (outils de communication, assistance à la mise en place d'agendas 21...).

Le Conseil Général a peu d'obligation



Thématique « Communication, Education et Formation à l'Environnement »

X

en matière d'environnement (et encore moins en matière d'éducation à l'environnement) nous rappelle P. Teillaud. Avec la mise en place d'une charte d'initiation en matière d'environnement il y a quelques années, le Conseil Général de l'Hérault a affirmé sa volonté de s'investir en matière d'EE. Le schéma départemental de l'éducation à l'environnement et du développement durable est né de cette volonté. Il permet d'établir un travail entre le milieu associatif et la collectivité, et répond à plusieurs objectifs :

- Partager les enjeux du développement durable avec les citoyens héraultais
- Favoriser la connaissance de la biodiversité
- Favoriser une meilleure équité sociale
- Lutter contre les difficultés à professionnaliser les acteurs de l'éducation à l'environnement.
- Donner une image d'exemplarité du conseil général (agenda 21 du CG, bilan carbone...).

Après les points de vue des associations d'EE et d'une collectivité, J. Burger nous a présenté ceux d'une entreprise privée à délégation publique située dans une zone ludico-commerciale : l'aquarium Mare Nostrum de Montpellier. Dans ce cas précis, le public de l'aquarium vient voir des êtres vivants. L'enjeu de l'EE dans ce type d'établissement est alors de guider le public vers les habitats et les impacts des activités humaines, de l'éduquer à la transversalité (à une approche systémique). Le rôle de l'animateur nature est alors essentiel.



Si l'EE est bien présente au niveau associatif, on la retrouve également dans les entreprises privées telles que les bureaux d'étude. F. Vinas a la chance de travailler dans un bureau d'études qui lui donne du temps pour faire de l'éducation à l'environnement - chose assez exceptionnelle. Il réalise des bilans carbone et en



profite pour mener un travail de sensibilisation. Etre touche à tout, savoir investir les personnes et être pédagogue sont pour lui trois qualités essentielles pour faire de la sensibilisation.

Pour conclure, l'élément ressortant de cette table ronde est que la pluridisciplinarité et la dimension participative sont deux facettes clés de l'EE dans laquelle un ingénieur écologue peut parfaitement trouver sa place. A charge pour lui de savoir s'adapter à ces besoins.

Les questions du public

- Est-ce que le CG34 produit ses propres outils de sensibilisation et d'EE ou est ce qu'il fait appel à des prestataires extérieurs ?

P. Teillaud : Les deux en fait. De nombreux outils sont produits par l'équipe de la maison de la nature.

F. Vinas : Dans une collectivité, le service environnement a des nombreuses responsabilités, il est donc souvent nécessaire de faire appel à des prestataires extérieurs.

J. Burger : Les outils produits en partenariat sont ceux qui fonctionnent le mieux. Le remède à la concurrence en EE est le réseau !

B. Franc : L'EE c'est aussi apprendre à passer d'un monde compétitif à un monde coopératif.

- Quelles compétences acquises à la fac sont utiles pour travailler dans l'EE ?

Les compétences scientifiques et le sens de la pédagogie sont essentiels. Ainsi, au début de sa carrière, P. Teillaud a été embauché dans un parc naturel régional pour ses compétences en matière d'expertise des milieux naturels.

“ La Communication Incitative est-elle compatible avec les objectifs de l'Education à l'Environnement et au Développement Durable ? ”

Table ronde n°2

Les premières interventions ont rapidement été destinées à éclaircir la notion de communication incitative, de manière à resituer le public, mais aussi pour que les participants soient tous d'accord sur le thème et puissent en discuter sans ambiguïté. En effet, tous les professionnels présents lors du débat sont des acteurs directs ou indirects de l'éducation à l'environnement (EE) et utilisent consciemment ou non les méthodes de la théorie de l'engagement et de la communication incitative. Ils n'ont pas tous les mêmes objectifs ou la même approche dans ce domaine. La

théorie de l'engagement pourrait être définie comme une forme de communication dirigeant l'auditeur cible vers un objectif précis. On citera en exemple la méthode consistant à demander l'heure à une personne dans la rue à qui on prévient de demander de l'argent par la suite : la personne sera alors « engagée » par ce premier contact, et la probabilité que la personne sollicitée donne de l'argent en est augmentée.

Les intervenants amènent des précisions sur leur façon de voir la communication incitative et son utilisation. Dans ce domaine, il n'y a sûrement pas qu'une vérité, et tout point de vue peut apporter un élément de réponse à la question posée.

F. Hoff fait de la formation en utilisant des jeux. Pour lui, la communication incitative ainsi que la formation sont des synonymes de « manipulation ». Il s'en sert donc tous les jours dans son métier et estime que cet outil est utile pour provoquer le changement

Date : Jeudi 05 février, 11h15 – 12h30

Animateur : *Bruno Franc*, directeur de l'association DIFED

Nombre de personnes présentes : 80

Les intervenants :

- *Marie-Hélène Coll*, directrice du GRAINE Languedoc-Roussillon

- *André Demaison*, responsable de la collecte sélective du service des déchets de Montpellier Agglomération

- *Marie Gabeloux*, animatrice à Terre Nourricière, diplômée du Master IEGB

- *Fabrice Hoff*, formateur/consultant en ressource humaine, entreprise Ludiformation

- *Jacqueline Lemasle*, consultante en psychologie sociale appliquée à Ecopsy Nîmes

- *Jean-Paul Salasse*, directeur des Ecologistes de l'Euzière, président du GRAINE L-R

Thématique « Communication, Education et Formation à l'Environnement »

de comportement des gens. Il précise qu'il faut savoir sur quel levier appuyer pour obtenir le résultat que l'on souhaite.

J. Lemasle étudie, pour son activité professionnelle, la psychologie sociale appliquée et la psychologie de l'environnement (étude des relations entre l'individu et son environnement global). Pour elle, la communication incitative y trouve sa place et elle n'hésite pas à l'utiliser dans le cadre de projets concrets.

M-H. Coll, en tant qu'éducatrice, met en évidence l'obligation de se questionner, d'expérimenter et d'amener à la réflexion les personnes éloignées de nos préoccupations. En parlant au nom des éducateurs, elle se rend compte qu'ils ont du mal à admettre qu'ils sont des manipulateurs par essence.

A. Demaison évoque le fait qu'il utilise la manipulation sans trop le savoir. Les messagers du tri Demeter travaillent beaucoup au ressenti : ils rencontrent les gens, s'intéressent à leur quotidien et mesurent leur réceptivité. Selon lui, rien ne vaut la communication directe (orale) avec des supports complémentaires.



Pour J-P. Salasse, un éducateur se moque de l'efficacité de ce qu'il fait « sinon il serait déprimé ! ». L'environnement est pour lui un prétexte à éducation et non une finalité. Si on veut que les apprenants s'approprient la thématique, on doit partir de leurs questionnements. On doit travailler l'apprentissage et le « compréhensivage ».

M. Gabeloux montre elle l'importance de l'engagement personnel et de la volonté de faire changer les choses en écologie, pour pouvoir réfléchir sur les messages à faire passer et la manière de les faire assimiler par le public ciblé.

Lors du débat, quelqu'un du public précise que la communication incitative s'inscrit dans tous les outils d'Education à l'Environnement et au Développement Durable (EEDD), et est acceptable dans la mesure où elle est faite par des professionnels. Mais comment savoir si cette manipulation est utilisée à bon escient ou pas, efficace ou non, tout en se plaçant dans une optique de durabilité ? L'objectif est d'induire des changements à long terme et des comportements qui vont se maintenir. Des avis divers se font entendre aujourd'hui. Certains prônent une utilisation complémentaire

Thématique « Communication, Education et Formation à l'Environnement »

avec d'autres méthodes (la communication incitative est une sorte de fil d'Ariane pour J. Lemasle), pour d'autre la solution est la répétitivité (A. Demaison), ou encore le conditionnement... F. Hoff conclue sur le fait que lorsque la manipulation est utilisée à mauvais escient, la « victime » s'en rend compte, alors qu'utilisée à bon escient, le bénéfice pour la personne lui fera y trouver un intérêt. Il faut engager les gens en les amenant à faire quelque chose qu'ils n'auraient pas fait volontairement, puis valoriser ce comportement si on veut que ce soit durable.

L'avis complémentaire des deux éducateurs du GRAINE (M-H. Coll et J-P. Salasse) montre que les changements de comportements sont longs, et qu'on observe actuellement un problème de manque de temps à passer



avec les apprenants. Il faut donc se fixer des objectifs atteignables si on veut que le discours soit assimilé. Bien que ces techniques de communication incitative se développent, il reste important d'être cohérent avec ses convictions, se construire par soi-même et devenir responsable en essayant de modérer l'influence reçue des autres.

Cette communication incitative en EE qui fait débat ici semble légitime pour tous les intervenants, car ses objectifs liés au succès du Développement Durable sont positifs pour le bien commun. Elle n'est de toute façon pas moins légitime que l'immense influence de la publicité de consommation. Par ailleurs, ces moyens habituellement utilisés par la société de consommation sont inappropriés pour l'EE et reste inefficace la plupart du temps.

En guise de conclusion, nous pouvons dire qu'il n'y a jamais 0 % ou 100 % de manipulation dans les démarches d'EE et que la question du temps et de la cohérence (engagement personnel) est primordiale. Cette manipulation doit de toute façon être accompagnée d'autres méthodes et outils pour être la plus efficace possible (par exemple un travail sur les représentations).

“ Les Implications du « Grenelle de l'Environnement » pour les Professionnels du Développement Durable

Le « Grenelle de l'Environnement » a abouti à la définition d'un plan d'actions qui concerne des thématiques aussi variées que les modes de production et de consommation durable, la lutte contre le changement climatique, la compétitivité et l'emploi. Le débat a porté sur les implications de ces mesures pour les entreprises, à la fois en termes de contraintes et d'opportunités de marché.

Le Grenelle de l'Environnement, si par son cadre réglementaire peut être souvent une contrainte, reste avant tout une opportunité dans de nombreux domaines, pour la protection de l'environnement ou la création de nouveaux emplois par exemple. En effet, la réglementation stricte qu'il tente de mettre en place par les lois Grenelle I et II reste bien moins contraignante que dans la majorité des autres pays européens. Pour beaucoup d'entreprises du développement durable, il s'agit donc d'un cadre réglementaire mieux adapté à leurs activités tel que l'a souligné F. Duong, représentant le groupe Suez

Environnement. Mais on voit par ailleurs que cette réglementation ne colle pas forcément avec les activités d'autres secteurs industriels.

Les investissements conséquents pour l'application des mesures du Grenelle de l'Environnement (40 milliards d'euros) laissent prévoir, selon les estimations, 500 000 créations d'emplois. Les principaux secteurs potentiellement favorisés sont principalement celui du bâtiment, du service de conseils (bureaux d'études), et des

Table ronde n°3

Date : Jeudi 05 février, 14h – 15h30

Animateur : Jean-Luc Viruega, expert indépendant en traçabilité.

Nombre de personnes présentes : 120

Les intervenants :

- Michel Pieyre, chargé de mission à l'agenda 21 du Conseil Général de l'Hérault (34)

- Rémy Prud'homme, professeur émérite à l'université Paris XII

- Jean-Thierry Winstel, directeur de Bioviva

- Frédéric Duong, directeur technique à SUEZ Environnement

- Ivan Komaroff, conseiller en éco-formation/ Consultant risques opérationnels chez K-Conseil

- Thierry Laffont, délégué régional adjoint de l'ADEME

- Raymond Gimilio, directeur de l'observatoire des déchets de Montpellier

Thématique « Développement Durable »

collectivités. En effet, pour ces dernières, la génération vieillissante des agents issus de la création des départements des années 80 va laisser un nombre conséquent de postes libres.



Toutefois, si des emplois vont être créés dans le domaine du développement durable, deux choses sont à noter. La première est que, au-delà d'une réelle création d'emploi, nous allons assister à un transfert des postes vers les secteurs de l'environnement avec une restructuration des entreprises (surtout celles qui en ont les moyens) et une perte d'emplois dans certains secteurs.

En effet, la place va être occupée par les mêmes compagnies qui auront tout simplement su s'adapter aux changements. Deuxièmement, les postes nouvellement créés ne seront qu'en grande minorité des métiers de spécialistes de l'écologie, la plupart ne requérant que peu ou pas de connaissances environnementales.

Une chose reste cependant certaine, les métiers de l'écologie se complexifient de plus en plus et requièrent une grande adaptabilité et un vaste panel de connaissances. Une place croissante pour les étudiants actuels en écologie et les associations environnementales est en train de voir le jour.

Plus que toute autre chose, le Grenelle de l'Environnement a pour principale conséquence de changer les mentalités. Il intervient à une période charnière de notre histoire et s'inscrit dans un contexte de crise environnementale internationale. Le rôle des professionnels de l'écologie va être plus important que jamais de par leur mission de transmission du savoir. Il est nécessaire d'avoir les clés afin de pouvoir travailler ensemble avec un objectif commun. Le Grenelle de l'Environnement vient également renforcer la crédibilité des défenseurs de l'environnement, longtemps considérés comme marginaux et déplace les responsabilités de la pollution en amont, ce qui permet une prévention plus efficace des dégâts sur l'environnement.

Quelles que soient les retombées négatives qu'il peut y avoir en termes de contraintes réglementaires, d'économie ou d'emplois, le coût d'une éventuelle « non-action » serait très probablement bien supérieur. Afin d'atténuer l'impact de ces dites contraintes, il

faut donc lisser les charges dans le temps. Le Grenelle de l'Environnement va également avoir le mérite d'être « une tête de pont » écologique dans certains secteurs jusque là très peu soucieux de l'environnement.

Outre les effets négatifs éventuels évoqués plus haut, certaines lacunes incombent au Grenelle de l'Environnement, par exemple l'efficacité énergétique, un des domaines les plus porteurs dont les retombées écologiques peuvent être très grandes, ou la valorisation des déchets, trop peu considérés comme ressources primaires à l'heure actuelle.



Le Grenelle de l'Environnement ne doit être que le début de grands changements qui doivent s'effectuer non pas dans une optique nationale mais bien au niveau planétaire avec une réelle volonté d'action mondiale. Il faut donc donner une suite à ces prémices en allant plus loin encore dans les manières de faire et dans le cœur du problème. Il ne doit pas être une fin en soi mais un commencement.

“ Les Besoins en nouvelles Compétences dans les principaux Secteurs Eco-industriels ”

Table ronde n°4

Date : Jeudi 05 février, 15h45 – 17h15

Animateur : Jean-Luc Viruega, expert indépendant en traçabilité.

Nombre de personnes présentes : 80

Les intervenants :

- Alain Foucaran, professeur à l'IES (Institut d'Électronique du Sud) Montpellier II
- Antoine Gallizia, responsable du recrutement – SUEZ Environnement
- Roland Thaler, directeur d'Ecovia / chef de projet / ingénieur en aménagement du territoire
- Sophie Masson, chargée de mission pour l'Agenda 21 de la commune de Villeveyrac
- Frédérique Vinas, consultant en Bilan Carbone chez Alternconsult
- Thierry Laffont, délégué régional adjoint de l'ADEME

La prise en compte croissante des préoccupations environnementales fait émerger de nouvelles demandes en services, en produits et en technologies propres. Pour s'adapter à ces évolutions, les entreprises doivent innover et anticiper leurs besoins en compétences. Quels sont les nouveaux métiers les plus prometteurs ? Doit-on préférer des profils spécialistes ou généralistes ? Quelles sont les formations les plus porteuses ? Pour tenter de répondre, il est nécessaire de confronter les besoins des entreprises en compétences avec les offres de formations universitaires en écologie et en développement durable.

De plus en plus présente dans les consciences collectives, l'écologie, et plus particulièrement le développement durable, est un formidable vivier d'emplois. En effet, ce secteur est en pleine évolution et des restructurations profondes s'opèrent.

Tout ceci se traduit par :

- De nouvelles opportunités de postes,
- De nouvelles compétences demandées.

La distinction entre le besoin d'être un « spécialiste » ou un « généraliste » disparaît peu à peu car s'il faut avoir de plus en plus de connaissances pointues sur un domaine en particulier, des compétences diversifiées sont un atout supplémentaire sur le marché du travail. De plus, ces notions de « spécialiste » ou de « généraliste » varient en fonction du point de vue.

Thématique « Développement Durable »

Si ce débat semble caduc entre holistiques et réductionnistes, il en va de même pour celui de la supériorité entre les formations et plus particulièrement entre l'université et les écoles d'ingénieurs. On observe en effet que les secteurs porteurs emploient sans distinction universitaires et ingénieurs, comme les bureaux d'études par exemple.

L'université, notamment, permet d'acquérir en plus des connaissances scientifiques, des compétences de travail en coopération et un point de vue souvent différent de celui des grandes écoles. En plus, son ouverture toujours croissante sur le monde de l'entreprise permet aux étudiants de se valoriser et principalement lors des stages qui fournissent l'expérience nécessaire à la vie professionnelle.



Les nouvelles disciplines croissantes en environnement sont principalement le Droit et la Communication. La ramification des domaines de l'écologie entraîne une connaissance solide dans la législation et le fonctionnement des administrations et des collectivités, acteurs majeurs

dans les secteurs visés. Il faut également avoir un solide esprit d'entreprise si l'on veut pouvoir porter à terme un projet dans le domaine de l'environnement.

En plus des nouveaux métiers, de nouvelles façons de travailler émergent. Si auparavant, chaque spécialiste était plus ou moins isolé, il apparaît essentiel aujourd'hui de travailler ensemble. Cela permet une complémentarité des compétences et une interaction entre des secteurs *a priori* sans rapport. Une synergie suffisante pour répondre aux enjeux de l'environnement peut alors être créée. La pluridisciplinarité s'annonce comme la compétence prédominante du XXI^{ème} siècle.

Les autres compétences de plus en plus demandées dans les milieux professionnels de l'écologie sont une capacité d'adaptation et d'évolution parallèle à l'évolution du monde, une curiosité nécessaire pour comprendre les mécanismes impliqués et une polyvalence permettant de communiquer avec les nombreux chaînons présents.

Toutefois, il faut également posséder une rigueur et une méthodologie scientifique combinées à des compétences de communication tant orales qu'écrites. On note aussi la nécessité grandissante de posséder un réseau conséquent de professionnels.

Si les secteurs éco-industriels du développement durable sont en perpétuelle évolution et s'ils apparaissent comme les métiers de demain, il est nécessaire pour les étudiants prochainement sur le marché de l'emploi, de posséder ou d'acquérir les compétences qui leur permettront d'évoluer avec aisance parmi le monde complexe qu'est l'écologie.

“ L'Importance des
Compétences Nouvelles et Interdisciplinaires
dans la Gestion des Espaces Naturels

”

Table ronde n°5

Aujourd'hui la réalité du terrain et du monde professionnel nous montre tous les jours que les seules connaissances scientifiques en écologie, en physiologie ou en biologie sont loin d'être suffisantes pour être véritablement efficaces face aux besoins réels de la gestion des espaces naturels. D'où le thème de cette table ronde qui soulève deux points cruciaux : les formations actuelles sont-elles adaptées au marché du travail et quelles sont les compétences nécessaires sur le terrain ?

Les universités commencent à prendre conscience de cela, et des formations de niveau ingénieur, ayant pour objectif de préparer les étudiants à l'entrée sur le marché du travail après un Bac +5, fleurissent un peu partout. Les Master professionnels, dont le master IEGB est un bon exemple, modifient leur choix d'enseignement au profit de matières plus concrètes telle la médiation territoriale, la législation de l'environnement ou encore l'utilisation de logiciels informatiques professionnels (les S.I.G notamment). Certains vont encore plus loin en confrontant leurs étudiants, avant même les stages obligatoires, à la gestion de projets concrets, en écologie ou non. Ce SMPE en est le résultat en ce qui concerne le master IEGB.

Date : Vendredi 06 février, 11h – 12h30
Animateur : Jean-Luc Viruega, expert indépendant en traçabilité.

Nombre de personnes présentes : 85

Les intervenants :

- Olivier Thaler, directeur du master IEGB
- Arnaud Martin, Ancien Directeur du Master BGAE – vice président de l'UM2 à l'insertion professionnelle.
- François Sarrazin, responsable du Master EBE de Paris XI.
- Nancy Sibora, chargée d'étude pôle environnement généraliste au bureau d'étude BIOTOPE.
- André Lechiguero, chargé d'étude « métiers » à l'ATEN.
- Aline Baudouin, responsable du service Espaces Naturels Sensibles du Conseil Général de l'Hérault.
- Jean-Laurent Hentz, salarié de l'association Gard Nature

Thématique « Expertise et gestion des milieux naturels »

Toutefois, ce changement dans les mentalités reste fragile et est confronté à un problème récurrent. Globalement, les équipes pédagogiques se plaignent du gros manque de retours sur l'employabilité des formations Bac +5 en écologie ou aménagement du territoire dans le domaine de la gestion des espaces naturels. Mais nous savons en revanche qu'en ce qui concerne la situation des métiers de « gestion de la nature », il y a trop d'étudiants par rapport aux postes disponibles. Les diplômés trop nombreux se heurtent alors à la compétition dans le marché de l'emploi et les professionnels ayant un grand choix peuvent donc être exigeants et recruter des gens opérationnels.

Les responsables de formation doivent donc réussir à « doser la part des enseignements préparant au métier, des savoir-être pour évoluer dans l'entreprise et de l'apprentissage du métier dans la formation » (Olivier Thaler). Aujourd'hui, la connaissance scientifique est une condition nécessaire mais insuffisante à une insertion professionnelle réussie.



Il ressort de cette discussion que les formations se doivent de favoriser la pratique au sein même de leur enseignement, qui par ailleurs, sera très largement complétée par l'expérience des stages, primordiale dans les choix professionnels des étudiants-diplômés. Là encore les formations ont le devoir de faciliter ces choix pour leurs étudiants en les aidant à :

- Bien se connaître pour orienter leur projet professionnel
- Faire la différence entre l'imaginaire et le concret d'un métier
- Penser à l'évolution dans leur futur métier

Plus concrètement, quelles sont les compétences valorisées ? Quelles nouvelles Unités d'Enseignement (U.E) doivent alors être mises en place ? Concernant les compétences, là encore se pose l'éternelle question de savoir s'il est préférable d'être généraliste ou spécialiste... Aline Baudouin du CG34 répond à cette interrogation en précisant que les deux sont complémentaires et que la gestion des espaces naturels est un domaine

Thématique « Expertise et gestion des milieux naturels »

pluridisciplinaire, mais qu'il y a aussi besoin de spécialistes de chaque « sous-domaine ». De plus, les carrières évoluent, il est donc intéressant de posséder un large panel de savoir-faire et savoir-être pour être prêt à évoluer avec elles.

Certaines compétences sont indispensables comme le travail en équipe et en partenariat, le management, l'écoute, la connaissance de la réglementation sans oublier l'environnement institutionnel des structures. Enfin, d'après la plupart des intervenants présents, les étudiants ont une quasi-absence de compétences en réglementation/législation. Pour François Sarrazin, il y a une réelle « nécessité de s'ouvrir au droit et à l'économie » pour ses étudiants en écologie.

Nous noterons l'intervention intéressante de Laurent Courbois, président de la fédération régionale des chasseurs en Languedoc-Roussillon et présent dans l'auditoire, qui souligne qu'il manque dans les formations une forte composante « développement local ». De plus, pour lui les étudiants doivent impérativement songer à se tourner vers d'autres domaines (« mécénat d'entreprise porteur » suite au Grenelle de l'Environnement) et ne pas se focaliser sur la nature et la biodiversité qui n'offrent hélas « que 3% de chances d'emplois »...



Pour Olivier Thaler et François Sarrazin, tous deux responsables de master d'écologie, il apparaît que les étudiants n'utilisent pas assez les moyens et outils mis à leur disposition (U.E. optionnelles, réseaux autour des formations...). Les formations se doivent donc d'être réactives et adaptées aux besoins du monde professionnel mais les étudiants doivent

prendre conscience des difficultés de l'insertion professionnelle et savoir profiter de l'aide disponible.

Pour conclure, nous dirons que l'employabilité des diplômés doit être l'enjeu primordial d'une bonne formation en gestion des milieux naturels. Les nouvelles compétences sont de l'avis de tous, indispensables aujourd'hui pour que les étudiants soient compétitifs et opérationnels dès leur entrée sur le marché du travail. Pour optimiser les chances d'insertion professionnelle réussie, une solution serait peut-être de mettre en place un contrat d'apprentissage avec les professionnels pendant la formation... le débat reste ouvert.

“ Le Transfert de Connaissance et la Co-construction
entre Gestionnaires d'Espaces Naturels
et Chercheurs ”

Table ronde n°6

Date : Vendredi 06 février, 11h – 12h30

Animateurs : John Thomson, Centre d'Ecologie Fonctionnelle et Evolutive (CEFE), responsable du département [Dynamique des Systèmes Ecologiques](#).

Aline Baudouin, Conseil Général de l'Hérault (CG34), service Espaces Naturels Sensibles.

Nombre de personnes présentes : 80

Les intervenants :

- Olivier Gimenez, chercheur au Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS).
- Jean-Marie Geay, Délégué régional Auvergne – Languedoc-Roussillon de l'Office Nationale de la Chasse et de la Faune Sauvage (ONCFS).
- Patrick Grillas, chercheur au centre de recherche de la Tour du Valat.
- Christian Nappée, ex-chargé de mission faune-forêt au Parc Naturel National des Cévennes.
- Sandrine Debain, animatrice du réseau des gestionnaires d'espaces naturels du Languedoc-Roussillon.

La co-animation entre John Thompson et Aline Baudouin a trouvé sa place pour symboliser les deux corps de métiers autour desquels le débat était structuré : les chercheurs et les gestionnaires. Cette co-animation s'explique notamment par une convention cadre existant entre le Conseil Général de l'Hérault et le CEFE, et la réalisation de travaux en commun.

Pour les organismes décisionnaires, la collaboration avec la recherche (et avec des étudiants) leur permet d'acquérir des arguments pour valider une idée *a priori* et éclairer leurs décisions. Alors pourquoi ce décalage problématique entre chercheurs et gestionnaires aujourd'hui ? Le problème résiderait peut-être dans le fait que les gestionnaires ont peu de temps pour assimiler le travail des chercheurs, engendrant parfois des frustrations. D'autre part, le chercheur n'a

généralement pas plus le temps ou l'envie d'être un moniteur pour le gestionnaire. Les deux parties se placent souvent dans des échelles de temps différentes, où les budgets et les décisions sont différents et ne se font pas au même moment. Les chercheurs ont besoin de temps pour valider leurs résultats et leurs théories. Les gestionnaires ont, eux, besoin de résultats à court terme, de même que les élus qui doivent prendre des décisions dans des échelles de temps₃₁ courtes (mandat électoral oblige).

Thématique « Expertise et gestion des milieux naturels »

Cependant, J. Thompson ne pense pas que ce soit un problème de temps mais plutôt de priorités différentes. Pour P. Grillas, il y a beaucoup en commun entre chercheurs et gestionnaires d'espaces naturels, mais les enjeux sont là encore différents. De plus, il n'existe pas de clarification suffisante des attendus, d'où certains échecs. Par exemple, les réserves naturelles ont souvent des enjeux de communication ou de conservation sensiblement différents de ceux des chercheurs.

L'ONCFS est un bon exemple d'établissement mélangeant ces missions de recherche et de développement. Pour M. Geay, il est indispensable de conserver cette pluralité au sein d'un



même établissement lorsqu'elle existe. L'ONCFS est en effet un exemple particulier où le transfert de connaissance et le partenariat entre chercheurs et "gestionnaires" fonctionne plutôt bien (bien que l'ONCFS ne soit pas exactement gestionnaire) et où les résultats de la recherche sont valorisés par leur application directe sur le terrain. L'ONCFS développe également des conventions avec des associations

locales et des chasseurs pour récupérer des données de terrain et développe ses missions de recherche sur des sites où elle a la maîtrise foncière. Pour cet établissement, il est important qu'il y ait des retombées au niveau du développement local. Les financements et les volontés doivent se trouver dans le contexte local où les recherches et actions doivent permettre un essor économique des populations.

Le CEFE quant à lui collabore souvent avec les services de recherche appliquée de l'ONCFS. Les deux organismes ont notamment travaillé sur le cas du loup : " la collaboration a bien marché mais il y a des décalages d'objectifs et des échéanciers différents " pour O. Gimenez. Toutefois, ces objectifs sont conciliables si les deux parties font des efforts.

Selon O. Gimenez, la collaboration entre chercheurs et gestionnaires est plus efficace lorsque des structures du type bureau d'études interviennent et font le lien. Il souligne également le fait que les chercheurs doivent donner un retour aux gestionnaires.

Thématique « Expertise et gestion des milieux naturels »

Mais les chercheurs sont-ils formés pour cela ? Probablement pas pour S. Debain du CEN L-R. La formation des chercheurs sur la diffusion de leurs résultats ne concerne que la restitution compréhensible par un public similaire, mais n'est pas adaptée aux gestionnaires. *"Aucun gestionnaire en France ne lit une publication scientifique"*, du fait de la barrière de la langue et de l'inapplicabilité directe des résultats par les gestionnaires. En Angleterre, les gestionnaires ne lisent que rarement les publications alors qu'elles sont dans leur langue maternelle. Preuve que ce n'est pas qu'une question de langue mais plutôt de manque d'informations concrètes aux yeux des gestionnaires. En France, des revues spécialisées, comme la Revue des Espaces Naturels, leur sont destinées. Mais les articles ne traitent souvent que d'enjeux de gestion et rarement de questions d'écologie ou de conservation.

Existe-t-il dans les laboratoires des budgets attribués au transfert de connaissance ? *A priori* non, aujourd'hui les projets dans ce sens ne sont le fruit que de volontés personnelles de certains chercheurs ou équipes. Il n'existe pas non plus d'interlocuteur dans les grands organismes de recherche ayant pour missions de répertorier ou prospector des questions de recherche auprès des gestionnaires, ou de "super-éducateur" qui interviendrait dans les deux milieux.

Les gestionnaires ne savent pas à qui s'adresser dans ses départements de recherche, il n'y a pas d'interlocuteur spécialisé pour répondre à leurs attentes. Toutefois, il existe des services de valorisation dans les centres de recherche, ce qui



montre qu'ici ce n'est pas l'outil à inventer mais son usage et sa connaissance auprès des différents acteurs. Il y a donc un manque d'identification de ces outils, de leur usage et de leur valeur auprès des chercheurs.

Pour S. Debain, il y a une méconnaissance des métiers mutuels entre chercheurs et gestionnaires et l'ONCFS est pour elle un cas particulier qui se donne les moyens (organisme public) de faire ce lien entre recherche et développement. Or, pour des structures plus petites comme les associations, les conservatoires et les gestionnaires de sites, c'est plus difficile, notamment du point de vue financier. Pour ces petites structures, la culture scientifique est générale et les agents possèdent rarement des

Thématique « Expertise et gestion des milieux naturels »

connaissances pointues spécialisées. De plus, le sens des enjeux de gestion peut être différent, au sein même des gestionnaires. Les solutions seraient de favoriser davantage les formations mixtes (problématiques de recherche et de gestion), de favoriser les établissements où est présente cette mixité des cultures, de créer ou améliorer la connaissance réciproque des métiers, sachant que cette connaissance



mutuelle a, elle aussi, besoin de temps. J-M. Geay ajoute qu'il faut une bonne approche de ce qu'attendent les gens. Il n'est pas nécessaire qu'un chercheur soit un développeur mais les deux milieux ont besoin de travailler autour d'un même projet, de rechercher des partenariats et d'inscrire une suite dans le cadre d'un développement local. Selon cet intervenant, la démarche de recherche ne

peut être dissociée de l'attente du public. Les chercheurs ne communiquent apparemment pas assez avec le grand public d'où un manque de sensibilisation. Il faudrait donc un langage commun et de nouveaux métiers sur le dialogue entre chercheurs et gestionnaires.

L'approche par "projet" pourrait alors être un début de solution à court terme, afin de réduire le décalage entre les attendus et permettant aux chercheurs et gestionnaires de trouver chacun leur intérêt. Pour P. Grillas, un même projet entre les deux parties peut être possible. Il est nécessaire de définir ensemble les objectifs et travailler dans la "recherche-action". Mme Baudouin soulève le fait qu'il faut convaincre les décideurs (les élus) du besoin de la validation scientifique dans certaines décisions. Elle cite comme exemple une collaboration existant entre le CG34 et l'INRA autour d'un projet d'agroforesterie sur le domaine de Restinclière dans l'Hérault. Le rôle du CG34 est de mettre à disposition le foncier. Ceci permet à l'INRA de travailler depuis 15 ans sur un territoire, permettant de développer ce type d'expérimentation. Le tout est de bien définir le projet au départ.

Et qu'en est-il de la collaboration en terme de financement ? Les collectivités peuvent aider, comme par exemple la Région qui finance des thèses, mais il n'existe pas de système pour organiser la recherche à l'interface des gestionnaires. Une loi sur l'innovation permet aujourd'hui de mettre en place des systèmes de financement

Thématique « Expertise et gestion des milieux naturels »

organisés pour développer des recherches dans un but directement d'application sur le terrain. Les difficultés sont aussi administratives ; le fonctionnement, les objectifs et les contraintes budgétaires pour ces institutions sont différents, il faut donc anticiper. Mais alors comment améliorer les collaborations ? Les gestionnaires sont surchargés et sont pris par le temps. Il faut donc prévoir du temps et de l'argent et admettre que pour les deux parties, il y a un coût à investir.

Pour conclure, les causes du manque de collaboration entre chercheurs et gestionnaires soulevées lors de cette table ronde sont multiples :

- le manque de temps des gestionnaires qui ont besoin de décider à court terme des mesures de gestion de leurs territoires ;
- les difficultés de dialogue dues aux différences de langage entre ces deux acteurs ;
- les contraintes administratives, budgétaires, les objectifs différents et le manque de connaissances réciproque entre ces deux métiers.

Les solutions ressortant de ce débat, pour tenter d'améliorer les partenariats entre chercheurs et gestionnaires, seraient d'augmenter la connaissance mutuelle, le maintien ou l'incitation auprès des formations et des établissements où réside cette mixité des cultures, ainsi que le développement de nouveaux métiers de dialogue territorial pour répondre aux nouveaux besoins. Une interface entre gestionnaires d'espaces naturels et chercheurs est à créer ou à améliorer en définissant à l'avance les objectifs et les besoins de chacun.

“ Les Métiers liés à la Gestion des Agro-ressources : Impacts de l'Intégration de l'Ecologie ”

Table ronde n°7

Notes des organisateurs :

Dans la gestion des espaces naturels et des agro-ressources, de nombreux acteurs sont amenés à se rencontrer à différentes échelles d'intervention. Des chercheurs et experts aux praticiens de terrains en passant par les décideurs ou les gestionnaires d'espaces, tous peuvent avoir des visions assez divergentes des valeurs, lacunes ou points forts en matière d'intégration des nouveaux métiers de l'écologie appliquée à la gestion des agro-ressources .

Cette table ronde, sous forme de questions-réponses, n'a pas été synthétisée comme les précédentes. Les réponses des intervenants ont été transcrites telles quelles pour une meilleure compréhension des points de vue parfois assez divergents. Une rapide présentation des intervenants précède la retranscription de cet échange.

Présentations des intervenants et questions-réponses :

■ **Cyril Arnoult** est ici représentant du bureau d'études Envilys, une jeune société montpelliéraine créée en 2005. Elle se définit comme prestataire de conseils en qualité agro-environnementale. Ses employés accompagnent des professionnels de l'agriculture sur l'environnement et évaluent les impacts de leur activité. Leur travail se fait essentiellement avec des collectivités locales sur les pollutions diffuses des masses d'eau : avec les mairies (gestion de points de captage), mais aussi avec les prestataires en agrofourniture (production de phytosanitaires), et avec les exploitations agricoles utilisatrices de ces mêmes produits.

Date : Vendredi 06 février, 14h15 – 15h30

Animateur : **Luc Gomel**, responsable des collections de l'UM2, intervenant dans le master IEGB.

Nombre de personnes présentes : 65

Les intervenants :

- **Dominique Soulié**, secrétaire national de la Confédération Paysanne

- **Loïc Breton**, directeur de VRC France

- **Cyril Arnoult**, conseiller au bureau d'étude ENVILYS, ancien étudiant SupAgro

- **Hassan Boukcim**, fondateur de l'entreprise Valorhiz

- **Jean-Jacques Drevon**, directeur de recherche à l'IRD

Thématique « Ecologie appliqué à l'utilisation des Agro-ressources »

■ **Hassan Boukcim** représente la société Valorhiz. Il est lui-même docteur-ingénieur de l'ENGREF, et chercheur à l'INRA. Valorhiz, créée cette année, valorise les brevets de savoir-faire issus de l'INRA, dans une démarche d'ingénierie écologique. La société valorise les technologies de la rhizosphère (systèmes racinaires, sol, micro-organismes du sol). Trois applications en sont faites : biofertilisation, gestion des milieux à fortes contraintes *via* les rhizosphères (ex : carrières), et sols pollués par polluants organiques (utilisation des micro-organismes). Des « chercheurs reconvertis » sont à l'origine de ce projet.

■ **Dominique Soulié** est paysan, éleveur porcin de plein air depuis 2 ans, ancien viticulteur pendant 30 ans, et syndicaliste à la confédération paysanne. Il explique sa reconversion de viticulteur à éleveur porcin par la crise viticole, qui a engendré une réflexion poussée suivie d'un choix éthique et radical de reconversion. Sa réflexion sur le travail paysan l'amène à vouloir une maîtrise totale de la chaîne : naisseur, éleveur, engraisseur, vendeur...

■ **Jean-Jacques Drevon** est un chercheur à l'INRA d'origine ingénieur agronome. Son objet de recherche est l'interaction plante/micro-organismes, notamment la fixation d'azote et du phosphore chez le haricot. Ces recherches sont importantes



dans les pays du Sud à cause de l'usage coûteux des engrais. De forts enjeux environnementaux et une demande sociale importante explique que l'INRA travaille de plus en plus avec les producteurs, dans une démarche participative. Les choses seraient donc en train de changer à l'INRA et le terme « recherche participative » apparaît ainsi pour la première fois en 2007.

■ **Loïc Breton** représente la société pépinière viticole VCR. Leur objectif est d'offrir et de commercialiser aux viticulteurs des plants de vignes efficaces pour qu'ils puissent produire du vin. La maison mère en Italie (coopérative de 250 pépiniéristes) est le plus gros producteur de plan de vignes au niveau mondial. Ses activités sont le greffage, la sélection clonale, la création de nouvelles variétés par semis (fécondation) et sur cépages interspécifiques (croisement de variétés entre elles) en collaboration avec l'INRA et la recherche italienne. VCR commercialise également des plants d'oliviers, et intensifie cette culture par mécanisation totale.

Thématique « Ecologie appliqué à l'utilisation des Agro-ressources »

1) La place de la sélection dans la résolution de problèmes agronomiques et environnementaux

Luc Gomel : *Par rapport à la réglementation sur la restriction des pesticides, y a-t-il des répercussions sur les variétés proposées et sur les pratiques propres des producteurs ?*

Loïc Breton : Les producteurs ont la nécessité de produire. Les matières actives étant retirées du marché, ils doivent trouver d'autres solutions (cépages interspécifiques par exemple, qui peuvent résister à la sécheresse ou au mildiou) Mais il existe un blocage réglementaire au niveau des cépages interspécifiques, ce qui fait que les Américains ont une dizaine d'années d'avance et risquent de nous imposer leurs variétés.

LG : *Pourriez-vous nous fournir un éclairage en tant qu'ancien viticulteur ?*

Dominique Soulié : Une pépinière représente le vol du patrimoine génétique des paysans, tout est sélectionné par l'INRA. Dans le cas du clonage, on a le risque que s'il y a un problème sur un, il y ait un problème sur 4000. Se pose ici un problème de durabilité avec la « viticulture jetable », valable 15 ans, et l'augmentation des maladies... Avant, les vignes duraient 100 ans. La viticulture moderne et la pépinière viticole représentent une dérive de la recherche qui n'amène rien au paysan, ni au consommateur.

Jean-Jacques Drevon : Mon avis ne peut être émis que par rapport à mon sujet d'étude : soja ou haricot. La sélection de variétés plus fixatrices se fait en stations agronomiques. Mais cette capacité peut être perdue (ex : Révolution Verte où les engrais sont fortement disponibles : le résultat est qu'il n'y a pas de pression de sélection sur la fixation d'Azote, d'où une perte de la capacité fixatrice de l'azote). Il ne faut pas condamner le processus de sélection mais le contexte de sélection. Il faut 5 à 10 ans pour produire une variété. Les lignées locales pourraient être développées. La sélection doit se faire avec les producteurs pour augmenter la diversité et permettre la valorisation.

Loïc Breton : La sélection naturelle ne se fait plus depuis la guerre : on a du reconstruire tout un vignoble *via* sélection de plants, et l'objectif était la production et la rentabilité. Cette sélection a permis de maintenir la viticulture. Aujourd'hui, je crois à l'avenir de la création de nouveaux cépages adaptés au goût du consommateur. Mais la gamme de variétés proposées est bloquée par la réglementation, faite, elle, par les viticulteurs. VRC est dépendant de cette réglementation et de ses évolutions.

Thématique « Ecologie appliqué à l'utilisation des Agro-ressources »

2) La prise en compte de l'environnement : évolution des métiers et des valeurs

LG : *Dans quelle mesure les problématiques environnementales sont à l'origine du développement d'une activité ou d'une réglementation à l'origine de votre activité ?*

Cyril Arnout : Au départ, l'environnement était assez médiatique mais aucune contrainte ne s'y appliquait. Les actions en faveur de l'environnement relevaient plus du « volontariat ». On note toutefois une évolution depuis 2 ans, avec une apparition de contraintes notamment au niveau de la qualité de l'eau et de l'énergie. A l'origine, Envilys était centrée sur l'impact de l'agriculture, mais elle a su se spécialiser dans ces deux domaines, de plus grands moteurs en terme de demande du marché.

Hassan Boukcim : Le souci de l'environnement est à la base de Valorhiz. L'esprit des fondateurs est de valoriser un savoir-faire de recherche en matière de rénovation écologique : c'est une démarche agro-environnementale. Puis ils ont été confrontés à réalité du marché et ont dû donner la priorité à certains segments : c'est la contrainte d'une jeune entreprise. Elle respecte une norme environnementale et doit s'y adapter. L'idée est de ne pas refaire les mêmes erreurs que par le passé (par exemple, les plantations monoclonales !); Valorhiz cherche plutôt à introduire de la biodiversité et utilise des approches d'atténuation naturelle assistée, par l'optimisation de la biologie du sol, dans une optique d'accompagnement et de développement.

LG : *Dans cette optique, quels types de conseils auriez-vous aimé avoir ?*

Dominique Soulié : Je ne demande pas trop de conseils, car on apprend très vite par soi-même. L'idéal est l'auto-apprentissage de la vraie paysannerie. On est donc dans une démarche paysanne ni bio ni raisonnée car ça ne veut rien dire... Des systèmes d'élevage différents sont possibles, et sans les « hommes à mallette » ! De la formation, on peut passer au formatage ! Cette réflexion sur d'autres pratiques est la base de ma reconversion en éleveur porcin. J'étais arrivé au bout du cycle de la viticulture, et devenu dépendant d'une vigne en mauvais état à cause de la sélection. Mais c'est bien de voir des gens qui sortent de l'INRA pour faire une société... Cela peut être intéressant pour appréhender les problématiques liées au sol.

Thématique « Ecologie appliqué à l'utilisation des Agro-ressources »

Cyril Arnoult : Pour la question du conseil et des hommes à mallette, une première constatation sur le terrain est qu'il n'y a pas un seul environnement mais plusieurs, et la réalité économique donne des priorités. L'environnement n'est pas la première préoccupation d'Envilys, c'est surtout l'humain : on sert les gens chez qui on donne du conseil. Les gens ne sont pas demandeurs des mêmes choses en fonction de leur histoire. Par exemple, un gros problème est que les gens du Ministère n'ont jamais rencontré d'agriculteurs... Il ne faut pas perdre de vue l'importance de l'humain et du relationnel.

Public : *Quel autre genre de conseillers que les hommes à mallette auriez-vous souhaité recevoir ? Et que dire du conseil fourni par la chambre d'agriculture ?*

Dominique Soulié : Actuellement c'est le désert et je ne vois personne. Ce qui a été fait par le paysan est perdu. Comment faire revenir ces systèmes qui ont fonctionné depuis des millénaires ? La PAC et le système de prime empêchent ce retour. Sinon, je ne fréquente pas la chambre d'agriculture qui est toujours marquée par le productivisme. Elle n'apporte pas de réflexion au niveau de l'environnement.

Loïc Breton : Il y a bien dans les chambres d'agriculture des techniciens spécialisés en biologie. Cette interface politique-agriculture est un gros frein pour l'agriculture. Une réflexion globale est nécessaire, de l'homme de terrain à celui à mallette.

Jean-Jacques Drevon : De nouvelles orientations prennent en compte les agents de contrôles biologiques. Par exemple, les haies qui hébergent des oiseaux mangeurs de pathogènes. La recherche agronomique reconnaît actuellement les limites des choix techniques qui ont été faits. L'agronomie se rapproche ici de l'écologie. Cette rencontre s'amorce actuellement, et est portée par une forte demande sociale.



Thématique « Ecologie appliqué à l'utilisation des Agro-ressources »

Public : *Les circuits courts peuvent-ils continuer ou ne sont-ils dus qu'à une flambée du pétrole ? Et que dire de la conservation de la biodiversité ordinaire ? Des mesures agro-environnementales de l'Europe, des fédérations naturalistes... Une activité se développe-t-elle autour de ça ?*

Dominique Soulié : Sur les circuits de proximité, l'envie de recentrage en fait partie. Il s'en crée beaucoup (AMAP...), et beaucoup d'emplois paysans pourraient encore être créés là-dessus.

Hassan Boukcim : Une réflexion de fond reste à faire : les approches agro-écologiques doivent être testées, fondées, durables, appuyées sur des gens proches du terrain, dans une approche humaine. Un regret peut être émis par rapport à l'évolution du système : la formation ne permet plus la proximité au terrain et l'aspect naturaliste des jeunes diplômés. Les jeunes sont souvent bien formés en mesures agro-environnementales, juridiques, mais il est dur de trouver des gens qui ont une bonne connaissance de l'environnement grandeur nature ! On arrive au bon moment : la prise en compte de l'environnement va vraiment prendre de l'ampleur : labellisation et investissement (surtout sur la technologie verte actuellement).

Jean-Jacques Drevon : A l'INRA, on recherche peu d'emploi. Je veux évoquer en tant que chercheur, au niveau de la réflexion, le débat sur la bioéconomie avec ses problématiques (biocarburants par exemple et multiplication des usages de la biomasse). La perspective de valorisation de la biomasse va bien au-delà. Une approche écologique avec interactions des fonctions et des acteurs se développe, avec l'importance des acteurs humains, des choix des producteurs, la préservation de l'environnement, mais également la ressource renouvelable de la biomasse.

“ Entre Agronomie et Ecologie, quelles Evolutions des Formations et des Compétences attendues ? ”

Table ronde n°8

Date : Vendredi 06 février, 16h00 – 17h15

Animateurs : **Arnaud Martin**, chercheur (CEFE), vice-président de l'UM2 à l'insertion professionnelle

Nombre de personnes présentes : 55

Les intervenants :

- **Benoît Jaillard**, directeur du master recherche FENEC, chercheur à l'INRA.
- **Alain Brauman**, directeur de recherche IRD
- **Jacques Wery**, directeur de l'UMR SYSTEM, responsable formation PVD à SupAgro.
- **Alexander Wezel**, directeur du Master d'agroécologie de Lyon, enseignant chercheur à l'ISARA.
- **Cyril Arnoult**, conseiller au bureau d'étude ENVILYS, ancien étudiant SupAgro.
- **Maude Gentil**, employée au service coordination et communication du CARI, diplômée IEGB.
- **Benjamin Beaufils**, employé au CPIE du Haut-Languedoc, diplômé IEGB.

Entre agronomie et écologie, la frontière semble de plus en plus perméable. La demande sociétale et les pressions politiques obligent désormais l'agronomie à s'intéresser à l'écologie. Et à l'inverse, la pression anthropique sur 70% des milieux oblige l'écologie à se tourner vers l'étude des activités humaines. La double compétence, à l'aube de la nouvelle PAC de 2012, apparaît nécessaire dans bien des cas. Actuellement on assiste à un changement de paradigme de l'agriculture et un retour important aux fondamentaux. On considère, par exemple, de plus en plus le sol comme « vivant ». Il faut donc prendre en compte beaucoup de choses et être plutôt un généraliste. Problème : les études sont majoritairement très

spécialisantes. Comment les formations peuvent-elles évoluer afin de répondre à cette demande ? Les compétences acquises répondront-elles dans les années à venir aux attentes du marché ?

En France, les formations universitaires concernées dépendent de plusieurs ministères (agriculture, recherche...). Il en résulte donc une grande variabilité de logique et d'approche des problématiques. L'Université propose des parcours recherche et professionnel, ceux en agronomie comme SupAgro étant *a priori* plus axés professionnel. Certains masters comme le master FENEC, formation en écologie

Thématique « Ecologie appliqué à l'utilisation des Agro-ressources »

fonctionnelle de l'Université Montpellier 2, essayent alors de former de jeunes chercheurs destinés aux laboratoires d'agronomies (à l'INRA Thématique « Ecologie appliqué à l'utilisation des Agro-ressources » notamment). B. Jaillard remarque que jusqu'à récemment, il n'y avait que peu de gens formés aux interactions entre biosphère et milieu biophysique, il a donc créé le master FENEC pour essayer d'endiguer ce phénomène. Relativement parallèle aux formations d'agronomie, ce master est très orienté sur les changements globaux et les modifications du milieu par les organismes qui en résultent. Bien que l'Europe soit attendue sur les problématiques écologiques et environnementales de son agriculture, certaines formations conservent fièrement le terme « production » dans leur intitulé. C'est le cas par exemple de l'ensemble de spécialisations d'ingénieurs et de master que regroupe l'école d'agronomie et d'agroalimentaire autour de la production végétale durable de SupAgro. Celle-ci occupe l'interface entre agronomie, écologie et économie tout en s'orientant principalement vers l'ingénierie et le fonctionnement biophysique des systèmes cultivés. Pour J. Wery, il y a nécessité à



refonder l'agriculture autours de trois points : les fonctions naturelles, l'homme et la production.

La plupart de ces nouvelles formations alliant agronomie et écologie sont issues d'une longue réflexion ayant pour but d'élargir le champ de compétences de l'agronomie, pour faciliter une approche

pluridisciplinaire et systémique s'adaptant aux différentes échelles (parcelle, agroécosystème, agroalimentaire).

L'écologie s'est introduite de deux façons différentes dans l'agronomie : par l'étude de la biodiversité et des services environnementaux d'une part, et l'utilisation d'intrants d'autre part. Ce rapprochement des écologues et agronomes pour évaluer les impacts des pratiques agricoles a permis une bien meilleure prise en compte des processus écologiques et a alors permis la conception de systèmes de cultures différents. Cette nécessité de double compétence ne restreint pas pour autant le marché du travail. En

Thématique « Ecologie appliqué à l'utilisation des Agro-ressources »

effet, en termes de métiers, il existe aujourd'hui un large panel spécifique aux uns et aux autres, tant au niveau des compétences recherchées que des possibilités d'emploi. D'après A. Wesel, l'avenir doit passer par un croisement entre écologie et agronomie afin de former des généralistes capables de comprendre les problématiques des deux domaines de compétences. B. Jaillard modère cette analyse en affirmant que les futurs professionnels ont toutefois intérêt à être un peu spécialisés. Trop généraliste, le risque est de ne pas être assez réactif. Les formations écologiques et agronomes doivent donc s'adapter et s'allier. Le partage de modules optionnels, alliant les approches de production et de protection, permettrait par exemple de croiser les formations. Ainsi, les « spécialistes » en écologie ou agronomie posséderont des connaissances et une vision non biaisée des réalités de l'autre domaine d'activité.

Si ce débat agite l'agronomie occidentale, A. Brauman fait remarquer qu'il n'existe pas dans les pays du Sud, entièrement tournés vers une dimension de production végétale. Il n'est vraiment pas évident de faire entrer un message écologique dans ces pays en voie de développement aux priorités bien différentes des nôtres. Pour eux, l'aspect de production alimentaire prime très largement sur les autres aspects que revêt l'agronomie. La gestion concertée des espaces dans un but de conservation de la biodiversité n'est que secondaire. L'IRD, présente dans ces régions du monde, n'est pas un centre de formation mais plutôt une université d'été comprenant des formations à



l'écologie. Cette dimension de projection des universités est vraiment nécessaire dans ces pays où les paysans font de l'agriculture biologique sans le savoir, faute de moyens. Certains de ces pays ont un grand problème agronomique à gérer : la désertification galopante de leurs sols. D'après M. Gentit du CARI, il y a un grand manque de gens compétents (et donc de formations) en agroécologie pour une production liée à la protection des sols.

En conclusion, il semble qu'il soit impératif de redonner plus de place à écologie dans

Thématique « Ecologie appliqué à l'utilisation des Agro-ressources »

les formations de base en agronomie. Cet état de fait génère donc une belle place en termes de nouvelles compétences pour les masters universitaires, plus souple, à l'interface entre recherche et monde professionnel. Les diplômés devront être des généralistes possédants de solides bases agronomiques et écologiques pour cerner l'ensemble des facteurs d'une problématique et être les plus réactifs et efficaces possible.

Quelques exemples de cursus des professionnels présents :

Cyril Arnoult : Issu de classe prépa, il a poursuivi en école d'ingénieur à SupAgro après l'obtention d'un master à l'université, où il a pu faire de l'écologie. Cette formation de synthèse lui a apporté une vision très large et très utile par la suite dans des disciplines plus techniques agronomiques.

Benjamin Beaufils : Après un BTS « protection de la nature » il a validé son master IEGB. Celui-ci lui a permis d'apporter un regard d'ingénieur sur la gestion des dossiers de l'espace rural et de faire le lien entre la conservation des espèces et la gestion de l'espace rural.

Maude Gentit : Intéressée par l'écologie, elle a suivi une formation classique clôturée par le master IEGB. Ses aspirations professionnelles l'amène à vouloir replacer l'homme au centre de l'écologie, notamment par le développement, d'où son arrivée dans le monde de l'agronomie. Pour elle, dans les questions de protection des milieux, on est obligé de s'intéresser aux agrosystèmes.

Nos Démarches

d'Eco-conception

- Une majorité d'**exposants et intervenants locaux**.

- **Impression** des documents de communication sur **papier recyclé** ou **certifié**.

- Décoration et matériel en **matériaux recyclés** ou de récupération.

- **Limitation de la production de déchets** liés à l'organisation et aux achats pour le SMPE.

- Mise en place du **tri sélectif des déchets** lors de l'événement, en partenariat avec l'agglomération de Montpellier.

- **Vaisselle « dure »** utilisée pour les repas, prêtée par le Restaurant Universitaire du Triolet (UM2).

- **Vaisselle** utilisée pour le service des cafés, thés et autres jus de fruits (gobelets, assiettes...) fabriquée en **matières compostables** tel l'amidon de maïs.



Pour conclure...

La réussite de cette première édition du SMPE ne peut qu'encourager les organisateurs à maintenir leur objectif de pérennisation de l'évènement dans le temps, afin d'en faire une référence dans le monde des salons. Ceci sera sans doute possible grâce à sa proximité avec les étudiants et la pertinence des questions posées en termes d'emplois et de compétences dans les métiers de l'écologie.

On l'a dit, la fréquentation du SMPE fut très satisfaisante, l'objectif de 400 personnes par jour ayant été largement dépassé. Nous ne pouvons qu'espérer que ce succès attirera l'année prochaine de nouveaux exposants et ainsi, augmentera l'attrait de ce salon et donc le nombre de visiteurs ; et par effet « boule de neige » participera à la renommée du SMPE, et donc à l'augmentation du nombre d'exposants, et donc au nombre de visiteurs...

Pour cela, il sera nécessaire de prendre en compte les remarques des participants afin de corriger les points faibles et de mettre davantage d'énergie et de moyens sur des aspects ayant pu faire défaut lors du SMPE 2009. Nous ne pouvons connaître le sentiment des 1500 visiteurs une fois sortis du SMPE, mais au vu des questionnaires de satisfaction, la majorité d'entre eux semble tout à fait satisfait par la qualité de l'évènement et très peu regrettent le temps qu'ils y ont consacré. Bien sûr, tout ne fut pas exemplaire, et certains points, comme l'espace « *insertion et recrutement* » ou la signalétique extérieure apparemment trop discrète, sont vraiment à améliorer et/ou à développer pour les années futures. Les points forts quant à eux devront être évidemment conservés et renforcés pour créer la base inébranlable du SMPE.

Enfin, il sera important de garder à l'esprit ce qui a tant plu et qui ne coûte rien : l'attention et la prise en charge. Ceci afin de garder notre particularité face aux autres salons ou évènements similaires : la convivialité ! Ainsi, en comptant surtout sur la satisfaction des participants, en terme d'écoute, d'échange et de « profits » intellectuels et humains, nous espérons faire du SMPE un évènement de qualité, reconnu des professionnels et pourquoi pas devenir un lieu incontournable en matière de salons des métiers...

Alors, à l'année prochaine !...



Contact

Par mail :

- aux organisateurs du SMPE 2010 : smpe@free.fr
- à l'association ARTIO : artio_um2@yahoo.fr

Par courrier :

Association ARTIO

Université des Sciences Montpellier 2,
Bât 22, 2ème Etage,
Place Eugène Bataillon
34000 Montpellier



Rédaction et charte graphique : Etudiants M2-IEGB 2009

Photos : Raphaël COLOMBO ; Florian EYZAT ; Lucie GILLIOZ ; Alexandra PASCO

Septembre 2009